



EUROPE ET ECOLOGIE

Donner à l'Union la capacité d'agir face au défi écologique

Coordonner nos forces pour répondre à la crise écologique

La crise climatique secoue le monde dans sa globalité et a des répercussions toutes particulières en Europe. Les impacts du dérèglement climatique pourraient coûter plus de 190 milliards d'euros par an aux Européen.ne.s si rien n'est fait. Aucun gouvernement n'est en capacité seul de faire face au défi écologique. **Pour le surmonter, nous avons besoin de coordonner nos forces.** L'Union européenne est un outil inespéré pour agir. Nous avons besoin d'Europe, d'une Europe forte pour affronter ce défi présent et à venir.

Aujourd'hui, l'Europe est faible sur les questions écologiques. Malgré la déclaration par le Parlement européen de l'état d'urgence climatique et la volonté de la Commission européenne de mettre en place un « Pacte Vert Européen », elle peine à agir concrètement et fortement. Sa capacité d'agir sera limitée tant que son intégration politique continuera à patiner. Son projet peine à prendre forme. La complexité des institutions, leur rôle essentiellement normatif et la culture du consensus qu'elles mettent en œuvre rendent difficile la construction d'un récit fédérateur. **Il est urgent de donner un nouvel élan à l'histoire de l'Europe.** Un élan clair avec des objectifs et une finalité désirable, qui mettent la protection de l'environnement au cœur de son projet et de ses missions.

Nous vivons aujourd'hui en Europe un double mouvement de consolidation et de tension.

La **consolidation**, nous l'avons vécue au premier plan avec la pandémie du Coronavirus qui a démontré la valeur ajoutée de l'Union européenne et la force de son action pour sauver des vies. Le démarrage a été lent, mais l'Union européenne a rapidement pris des mesures inespérées pour lutter contre la crise. L'organisation européenne des négociations avec les laboratoires pour l'acquisition de doses vaccinales démontrent aussi que, contrairement à la crise de la grippe aviaire où les États avaient négocié séparément et donc payé beaucoup plus cher, la mutualisation des achats a permis de réduire le coût public de la vaccination et d'assurer un accès égal des citoyen.ne.s.

La **tension**, nous l'éprouvons quotidiennement face à l'impuissance de l'Union à résoudre de manière pérenne la crise climatique. Nous l'avons éprouvée avec le Brexit et le départ désormais réel du Royaume-Uni. Cette épreuve a mis en lumière le chaos résultant de la sortie d'un membre de l'Union, pourtant promue par les eurosceptiques comme une simplification, une libération et comme étant le seul moyen de reprendre contrôle sur la démocratie. Mais cette séparation s'est soldée par moins de protection, moins de droits, plus de contraintes administratives, plus de risques. **Cette tension, les Européen-ne-s la subissent via les attaques répétées aux droits fondamentaux en Pologne ou en Hongrie par exemple.** L'Union européenne nous apparaît impuissante face à cette menace,

qui ébranle les fondements du projet européen et de ses valeurs. **L'Union européenne est donc à la fois plus demandée, plus nécessaire, et plus menacée que jamais.**

L'Europe est un atout : elle doit se réinventer pour perdurer

L'Europe est donc plus que jamais nécessaire pour faire face à la complexité et à l'immensité des défis auxquels la planète et nos sociétés font face. Le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité mais aussi les crises sociales et démocratiques ne pourront être résolues à l'intérieur des seules frontières nationales. **Un saut fédéral européen est nécessaire.**

Ce saut fédéral n'est pas seulement nécessaire, il est aussi souhaitable. L'Europe est une aventure humaine avant d'être l'addition de coopérations gouvernementales et nationales. Nous sommes convaincu.e.s que le succès de l'intégration européenne passe par son acceptation profonde par les citoyen.ne.s. L'Europe a besoin d'une véritable capacité d'action politique. Faisons de notre diversité une force pour construire une unité politique.

Le renforcement de l'Union européenne pour lutter contre les crises environnementales ne pourra pas se faire sans les citoyen.ne.s. C'est pour cela que nous défendons un choc de démocratie à l'échelle européenne qui vise à rendre l'Union européenne plus démocratique, plus proche des citoyen.ne.s mais aussi moins bureaucratique, en fait plus fonctionnelle et efficace.

Nous défendons aussi une Europe des droits qui garantisse des droits réels à l'ensemble des européen.ne.s, en particulier les femmes, les personnes LGBTQI+, les migrant.e.s, les minorités religieuses ou ethniques. Nous militons pour une Europe ouverte, solidaire et accueillante envers les migrant.e.s.

Notre Europe ne se construit pas par opposition au reste du monde mais a vocation à être une force diplomatique au service de la paix, de la lutte contre le changement climatique, l'effondrement de la biodiversité et les inégalités.

Réinventer l'Europe et effectuer ce saut fédéral européen implique aussi d'en finir avec les vieux dogmes austéritaires. Nous voulons doter l'Union européenne d'un véritable budget de transformation écologique et solidaire, à la hauteur des enjeux auxquels l'Union fait face. Nous devons continuer à les balayer, en s'appuyant sur le sens de solidarité dont a fait preuve l'Union européenne face à la pandémie du Coronavirus. La crise sanitaire a démontré que nous étions plus forts à plusieurs et qu'il était temps de donner un élan vital à notre continent.

Pour mettre en place cette vision ambitieuse, les écologistes français.e.s ne sont pas seul.e.s. **Depuis plus de 40 ans, nous travaillons étroitement avec les autres partis verts européens.** Partout, nous défendons cette même vision d'une Europe écologiste au service des citoyen.ne.s et du combat environnemental. Les partis verts sont présents aujourd'hui dans les gouvernements de 5 pays européens et pourraient entrer au gouvernement dans bien d'autres dans les années qui viennent. Ils seront nos premiers

alliés pour réinventer l'Europe. **Ensemble, nous agissons pour une Europe écologiste qui lutte contre le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité.**

Renforcer le rôle de l'Europe dans le combat contre le changement climatique

Une fois au pouvoir en France, les écologistes défendront un rehaussement des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre en Europe. Nous souhaitons que l'Europe soit climatiquement neutre en 2040. Pour atteindre cet objectif, nous proposerons la mise en place un budget européen de transformation écologique et solidaire qui permettra de financer des investissements dans la transition énergétique (rénovation thermique des bâtiments, énergie renouvelable, transports publics, etc) mais aussi d'accompagner les travailleur.se.s impacté.e.s négativement par la transition. La transformation écologique et solidaire de l'Union européenne doit en effet être une transition juste, qui ne laisse pas de côté les plus précaires.

Nous proposerons la signature d'un nouveau traité européen, un traité environnemental, qui permettra de donner une valeur juridique supérieure à la protection de l'environnement, de la santé et de la biodiversité et au respect des limites planétaires, ancrera un niveau européen le principe de précaution, reconnaîtra le crime d'écocide et permettra de pénaliser les atteintes à l'environnement par les firmes transnationales. Nous mettrons aussi en œuvre la stratégie européenne pour la biodiversité en mettant en place 30% d'aires protégées.

Les écologistes défendront l'établissement de normes environnementales élevées, comme ils le font déjà au Parlement européen. Nous nous attaquerons notamment à l'obsolescence prématurée des produits, défendrons des normes de durabilité, de réparabilité et de recyclabilité élevées. Nous mettrons en place un étiquetage environnemental des produits.

La lutte contre le changement climatique implique de repenser certaines des politiques sectorielles de l'Union européenne, au premier rang desquels la Politique Agricole Commune et la Politique Commerciale. Nous réformerons sans attendre la Politique Agricole Commune (PAC) qui, au lieu de conforter les agriculteur.trice.s qui ne respectent pas l'environnement, accompagnera tous les agriculteur.trice.s vers une agriculture respectueuse du climat, de l'environnement et de la santé. La politique commerciale européenne ne doit plus uniquement viser à commercer, mais aussi à relocaliser la production et aligner par le haut les normes démocratiques, sociales, environnementales et climatiques.